

L'Adresse—M. Riis

d'investir dans les projets de reboisement, de développement des pêches, de développement de l'infrastructure urbaine d'un bout à l'autre du pays, et dans l'aide aux chantiers navals de la côte ouest grâce au contrat de construction du brise-glace *Polar 8*. Voilà le genre d'initiatives que le gouvernement pourrait prendre à l'heure actuelle. Cela n'aurait rien de programmes ponctuels de création d'emplois. Ce ne serait pas dépenser de l'argent, mais investir dans l'avenir du Canada. Au lieu de dépendre de l'assurance-chômage ou de l'assistance sociale, des centaines de milliers de Canadiens pourraient gagner leur vie grâce à de nouveaux emplois à long terme et aider à édifier l'avenir du pays.

Nous avons jour après jour pressé le gouvernement d'adopter ce genre de politique, et pourtant il ne fait que sabrer dans les dépenses. Le ministre de l'Emploi a en outre dit qu'il faudrait que les régions se débrouillent elles-mêmes. Le discours du trône révèle la préoccupation du gouvernement au sujet du chômage dans les diverses régions du pays et annonce l'établissement d'un autre organisme bureaucratique dans la région de l'Atlantique. Il n'y est pas question de crédit, de soutien, d'encouragement financier, mais tout simplement de l'établissement d'un autre organisme bureaucratique. Cela n'entraînera aucune expansion économique, ne créera aucune nouvelle possibilité économique, donc aucun emploi à long terme.

Les Canadiens veulent que le gouvernement agisse et prenne des engagements. Durant des années, sous le gouvernement précédent, aucune nouvelle impulsion n'était donnée au Canada. Les Canadiens étaient las et dégoûtés des tergiversations. Ils ne se contenteront pas d'un discours du trône qui tente de couvrir toutes les questions politiques pour permettre au premier ministre, aux membres du Cabinet et aux députés ministériels de dire: «Nous nous préoccupons de vous. Nous nous intéressons particulièrement à votre région.» Au lieu de tenter de couvrir toutes les questions de nature politique, le gouvernement devrait identifier trois ou quatre domaines critiques, afin que les Canadiens sachent nettement dans quelle voie il les entraîne. Le gouvernement ne fait rien de tel. Il prétend que nous n'avons pas les moyens voulus. Nous en aurons certains grâce à la réforme du régime fiscal. Nous avons constaté que 79 000 sociétés qui ont réalisé des bénéfices au fil des années n'ont payé aucun impôt sur le revenu.

• (1650)

Nous constatons l'injustice de notre fiscalité. Au lieu d'être partagée de moitié entre sociétés et particuliers, la fiscalité se partage à raison de 82 et 18 p. 100, et ces 82 p. 100 des recettes fiscales proviennent des particuliers, non des sociétés. Nous constatons le parti pris en faveur des grandes sociétés au détriment des petits fabricants. Nous constatons le parti pris dans notre régime fiscal en faveur des grandes sociétés de la région centrale du Canada au détriment des autres régions. Les gouvernements ont laissé une injustice de ce genre s'incruster dans notre régime fiscal au fil des années. Les Canadiens veulent que la situation change.

A la suite de consultations avec des gens comme Howard McDermid, Kenna Cartwright, Peter Ralston et Gordon Priestman et bien d'autres personnes de ma circonscription, on a suggéré des idées, des programmes et des mesures réfléchies, afin de créer les emplois qui font cruellement défaut, d'assurer une forme de gouvernement plus juste et d'obtenir de justes

débouchés pour les Canadiens, surtout ceux de la Colombie-Britannique. Cela s'impose. Les Canadiens ont élu un gouvernement conservateur pour diriger le pays, non pour le ruiner. Fondamentalement, à l'heure actuelle, on foule continuellement aux pieds les espoirs et les aspirations des familles canadiennes et des particuliers.

M. Hnatyshyn: Ramenez Ian Deans.

M. Riis: Il est temps que le gouvernement modifie ses priorités, qu'il prenne de nouvelles initiatives et qu'il donne de véritables orientations à notre pays. Selon moi, tous les députés reconnaîtront que nous avons la chance de vivre dans le meilleur pays du monde et le plus prospère. Tout ce qui fait défaut, c'est la volonté d'agir pour que les Canadiens puissent profiter de ses richesses.

M. Malone: Monsieur le Président, je suis toujours sidéré d'entendre les députés néo-démocrates et les libéraux tenir des propos cinglants, pour affirmer ensuite que le Canada est le meilleur pays du monde. Manifestement, si c'est le cas, le gouvernement doit sûrement faire quelque chose de bien.

Le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) qui nous a demandé de préciser dans notre discours du trône trois ou quatre domaines essentiels, pourrait-il s'engager, si, à une date ultérieure, le gouvernement s'arrête à trois ou quatre domaines en particulier, à ce que les néo-démocrates ne nous reprochent pas de ne pas avoir fait assez et ne nous énumèrent pas les autres points qui auraient dû être abordés? Le député croit-il que trois ou quatre domaines suffisent et s'engage-t-il, si le gouvernement donne suite à ses recommandations, à ne plus revenir à la charge pour dire que d'autres questions auraient dû être abordées?

M. Nunziata: Vous êtes tout à fait ridicule.

M. Malone: Le député pourrait-il prendre cet engagement, afin que les Canadiens sachent l'importance qu'il attache aux paroles qu'il prononce?

M. Riis: Monsieur le Président, on m'a posé bien des questions à la Chambre. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il s'agit d'une question fort intéressante, en ce sens qu'il me vient immédiatement à l'esprit quatre ou cinq orientations que les conservateurs jugeraient probablement essentielles et auxquelles je ne pourrais jamais souscrire. Je peux imaginer bien des points avec lesquels je ne pourrais être d'accord. Je crois qu'il est temps que le gouvernement nous présente un discours du trône, un budget ou autre, afin de nous donner des orientations très claires permettant de faire entrer le Canada dans une nouvelle ère de prospérité économique, de justice et d'honnêteté pour tous, et s'il se décide à le faire, vous pouvez être certain, monsieur le Président, que je serai tout disposé à accorder mon appui. Cependant, je ne pourrais me résoudre à donner mon appui à un certain nombre de mesures qui, je le sais, tiennent à coeur au député.

M. Robinson: Monsieur le Président, j'ai écouté avec énormément d'intérêt les observations très senties de mon collègue le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis). Je sais qu'en fin de semaine il s'est rendu dans sa circonscription, à Kamloops, alors que la Colombie-Britannique vit des heures mémorables, pour consulter des gens comme Howard McDermid, Kenna Cartwright and Peter Ralston. Pourrait-il nous dire un mot des